

Etudes Statistiques Evaluation

Indicateurs régionaux : emploi, marché du travail, politiques d'emploi, solidarité

Les indicateurs de la période observée (3ème trim. 2022 pour l'emploi salarié, l'intérim, le taux de chômage, 4ème trim. 2022 pour la demande d'emploi) continuent de témoigner de la bonne santé économique de la région Pays de la Loire.

L'activité reste bien orientée et aucune crainte majeure ne vient ternir les perspectives de début d'année.

La demande d'emploi (cat. A, cat. ABC) reflète bien le dynamisme ambiant, avec une baisse trimestrielle importante (-7,0% en cat. A). Le recours à l'activité partielle et les plans de réduction d'effectifs restent en net repli par rapport aux années précédentes.

C'est du côté des défaillances d'entreprises que les signaux d'alerte s'activent le plus, avec un nombre de procédures et d'emplois potentiellement impactés qui augmente fortement ce trimestre.

Les pages 6 et 7 réunissent les données disponibles au niveau départemental.

L'activité économique progresse légèrement au 4^{ème} trimestre 2022, les perspectives sont à la stabilité pour le début de l'année 2023.

D'après l'enquête de la Banque de France auprès des chefs d'entreprises de la région, l'activité économique du mois de décembre 2022 est globalement en légère hausse, sauf dans l'industrie agroalimentaire et dans le transport-entreposage.

L'industrie conforte son niveau d'activité, et ses effectifs salariés croissent légèrement. Les sous-secteurs de la transformation de la viande et de la fabrication de produits en plastique ou en caoutchouc enregistrent toutefois une demande en net recul.

Les services marchands sont bien orientés, et les effectifs se renforcent, sauf dans le transport-entreposage.

Dans le secteur de la construction, le bâtiment (second oeuvre surtout) a une activité en hausse, à la différence des Travaux publics.

Les perspectives globales sont à la stabilité, mais les hausses des coûts ne sont pas intégralement répercutées sur les prix ; les trésoreries s'érodent.

La demande d'emploi est en baisse au 4^{ème} trimestre 2022

La demande d'emploi de catégorie A baisse fortement en Pays de la Loire au 4^{ème} trimestre 2022. Ce recul trimestriel (-7,0%) est deux fois plus marqué que celui de la France métropolitaine (-3,8%). Sur un an, la baisse est importante (-11,7%), d'une ampleur là aussi plus grande qu'en France (-9,4%).

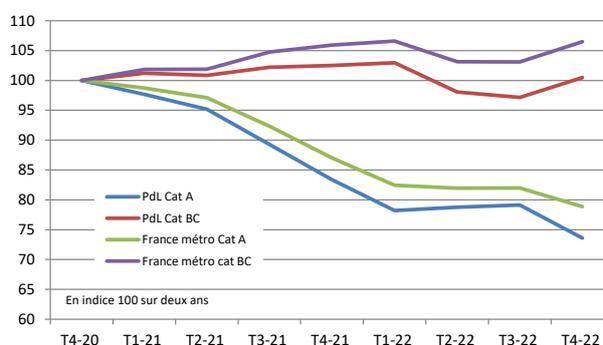
Considérées ensemble, les cat. ABC sont également en baisse sur un trimestre : -1,7% en Pays de la Loire, -0,8% en France métropolitaine.

Noter que les catégories B et C sont, de leur côté, en augmentation sur un trimestre, ce qui suppose qu'un nombre important de sortants de catégorie A sont passés en cat. B ou C en occupant un emploi à temps incomplet.

Les reculs annuels restent significatifs, à -6,8% en région, -5,2% en France.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an sur les listes de Pôle Emploi continue de baisser, la part de ce public sur le total se réduit (45,7% du total ABC).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (séries CVS-CJO)



Demandeurs d'emploi inscrits en fin de trimestre⁽¹⁾

	4 ^{ème} trim. 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Pays de la Loire :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	131 360	- 7,0	- 11,7
Catégories B, C	149 740	+ 3,4	- 2,0
Catégories A, B, C	281 100	- 1,7	- 6,8
France métropolitaine :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	2 834 000	- 3,8	- 9,4
Catégories B, C	2 279 300	+ 3,3	+ 0,6
Catégories A, B, C	5 113 400	- 0,8	- 5,2

Source : STMT, Pôle Emploi, DARES

Calcul des CVS-CJO : DARES

(1) Les catégories de demandeurs d'emploi :

Catégorie A : en recherche active, disponibles, sans emploi

Catégories B, C : en recherche active, en activité réduite

Catégories A, B, C : en recherche active

* Date d'arrêt des chiffres : 4^{ème} trimestre 2022 pour la demande d'emploi et les entrées en contrats aidés, 3^{ème} trimestre 2022 pour l'emploi salarié, l'intérim, et le taux de chômage, ainsi que pour les prestations sociales en région Pays de la Loire.
Dates particulières : 2^{ème} trimestre 2022 pour l'insertion par l'activité économique, 3^{ème} trimestre 2022 pour l'apprentissage et les stocks en contrats aidés.

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Catégorie A	Pays de la Loire			France	
	T4 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	65 180	- 7,4	- 12,3	- 4,2	- 10,0
< 25 ans	10 420	- 3,9	- 14,7	- 0,7	- 9,9
25 - 49 ans	37 240	- 8,5	- 12,4	- 5,0	- 10,5
50 ans et plus	17 520	- 6,9	- 10,6	- 4,2	- 9,0
Femmes	66 180	- 6,6	- 11,2	- 3,4	- 8,8
< 25 ans	9 800	- 2,0	- 12,6	- 0,1	- 9,8
25 - 49 ans	38 670	- 7,5	- 10,1	- 3,9	- 8,5
50 ans et plus	17 710	- 7,0	- 12,7	- 3,5	- 8,8
Total	131 360	- 7,0	- 11,7	- 3,8	- 9,4
< 25 ans	20 220	- 3,0	- 13,7	- 0,4	- 9,8
25 - 49 ans	75 910	- 8,0	- 11,2	- 4,5	- 9,5
50 ans et plus	35 230	- 6,9	- 11,7	- 3,9	- 8,9

Sources : STMT - Pôle Emploi, DARES
Calcul des CVS-CJO : DARES

Catégories A, B, C	Pays de la Loire			France	
	T4 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	128 680	- 1,8	- 6,9	- 0,8	- 5,4
< 25 ans	19 690	- 2,3	- 8,3	+ 0,2	- 4,6
25 - 49 ans	77 440	- 1,9	- 7,2	- 0,9	- 6,0
50 ans et plus	31 550	- 1,3	- 5,2	- 0,9	- 4,4
Femmes	152 420	- 1,6	- 6,7	- 0,8	- 5,1
< 25 ans	20 590	+ 0,1	- 5,7	+ 0,9	- 4,9
25 - 49 ans	90 210	- 1,9	- 7,1	- 1,0	- 5,4
50 ans et plus	41 620	- 1,8	- 6,4	- 1,0	- 4,3
Total	281 100	- 1,7	- 6,8	- 0,8	- 5,2
< 25 ans	40 290	- 1,1	- 7,0	+ 0,5	- 4,7
25 - 49 ans	167 650	- 1,9	- 7,1	- 0,9	- 5,7
50 ans et plus	73 170	- 1,6	- 5,9	- 1,0	- 4,3

Sources : STMT - Pôle Emploi, DARES
Calcul des CVS-CJO : DARES

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Catégories A, B, C	Pays de la Loire			France	
	T4 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	152 730	+ 0,2	+ 1,1	+ 1,2	+ 2,9
DELD :					
1 à 2 ans	50 180	- 2,0	- 13,3	- 1,6	- 11,8
2 à 3 ans	24 940	- 8,2	- 24,7	- 6,0	- 22,8
3 ans et plus	53 250	- 3,4	- 10,5	- 3,1	- 10,1
Total DELD	128 370	- 3,8	- 14,7	- 3,1	- 13,5
Part des DELD	45,7 %	- 1 pt	- 4,2 pt	- 1,1 pt	- 4,3 pt

Sources : STMT - Pôle Emploi, DARES
Calcul des CVS-CJO : DARES

Les demandeurs d'emploi indemnisés en France métropolitaine

Données cvs	T3 2021	T2 2022	T3 2022
	Assurance chômage	2 605 300	2 275 400
Solidarité Etat	326 900	287 700	268 300
Autres*	127 400	112 400	107 600
Total des DE indemnisés	3 059 600	2 675 500	2 859 600

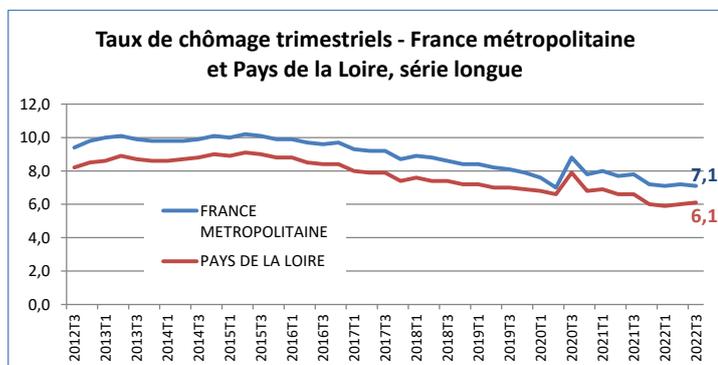
Au 2ème trimestre 2022

Part des DE indemnissables au titre de l'assurance chômage**	67,8%
Part des DE indemnisés parmi les DE indemnissables ***	67,4%

Source : Fichier national des allocataires (FNA) et Fichier historique statistique (FHS)
* Autres : ARE et AREF sous conv. de gestion, rému. formation, rému. de fin de formation
** Part des DE indemnissables : total des DE indemnissables / DEFM de Cat. A, B, C.
*** Part des DE indemnisés : total des DE indemnisés / DE indemnissables
Champ : France métropolitaine

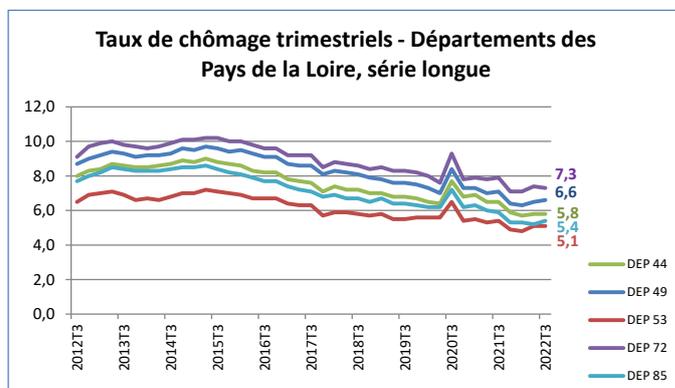
Les taux de chômage

Taux de chômage - Région et France



Source INSEE, taux trimestriels cvs, données susceptibles de révision

Taux de chômage - Départements



Source INSEE, taux trimestriels cvs, données susceptibles de révision

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	Pays de la Loire			France	
	Nb moyen	Var. (en %)		Var. (en %)	
		2022 T4	trim.	annuelle	trim.
Catégories A, B, C					
Fin de CDD	6 050	+ 2,5	+ 13,9	+ 2,6	+ 14,1
Fin de mission d'intérim	2 270	- 7,3	+ 15,8	- 6,6	+ 17,7
Démission	1 680	+ 1,8	+ 9,1	+ 1,7	+ 12,8
Rupture conventionnelle	2 110	+ 0,0	+ 4,5	+ 0,5	+ 4,3
Licenciement économique	240	- 4,0	- 42,9	- 7,0	- 24,1
Autre licenciement	1 950	+ 4,3	+ 7,7	+ 1,4	+ 7,2
Première entrée ⁽¹⁾	1 430	- 0,7	- 20,1	+ 0,0	- 12,6
Retour d'inactivité ⁽²⁾	5 120	+ 16,9	+ 18,8	+ 13,5	+ 21,3
Réinscription rapide ⁽³⁾	4 470	+ 5,7	+ 0,7	+ 3,7	+ 1,2
Autres motifs ⁽⁴⁾	1 770	+ 0,0	+ 3,5	- 4,3	+ 5,6
Motif indéterminé	1 950	- 9,3	- 11,8	- 6,3	- 5,6
Total	29 050	+ 3,0	+ 5,6	+ 2,3	+ 7,3

(1) Inscription à Pôle Emploi d'une pers. qui se présente pour la 1ère fois sur le marché du travail

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation

(3) Réinscription après sortie de courte durée (pour défaut d'actualisation, radiation adm., période d'inactivité)

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent différer très légèrement de la somme des sous-totaux

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	Pays de la Loire			France	
	Nb moyen	Var. (en %)		Var. (en %)	
		2022 T4	trim.	annuelle	trim.
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée	5 180	- 14,0	- 31,2	- 3,4	- 30,1
Entrée en stage, en formation	2 940	- 4,9	- 6,7	- 1,3	- 2,9
Arrêt de recherche ⁽⁵⁾	3 010	+ 2,7	- 6,5	+ 1,5	- 7,1
Défaut d'actualisation	14 180	+ 14,6	+ 17,9	+ 12,4	+ 16,7
Radiation administrative	3 030	+ 17,0	+ 5,2	+ 10,4	+ 2,3
Autres cas ⁽⁶⁾	2 120	+ 6,5	+ 0,0	+ 2,7	- 2,1
Total	30 450	+ 5,0	- 1,6	+ 6,0	- 1,1

(5) maternité, maladie, retraite

(6) Déménagement, absence supérieure à 35 jours, etc.

Contrats aidés, alternance et insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Pays de la Loire			France
	T4 2022	Cumul 2022	Réalisé (%) / objectif 2022	Réal.(%) / obj. 2022
Contrats aidés :				
CIE Jeunes	898	2 635	93,1	89,9
PEC Tous publics	305	2 074	97,7	100,4
Emplois francs	285	1 015	66,5	70,8
Mesures d'accompagnement :	2022 T3	Cum. 12 m.	Var.(%) / 1a.	Var.(%) / 1a.
PACEA	1 491	10 779	- 32,5	- 28,3
<i>Dont Garantie Jeunes</i>	43	2 937	- 43,2	- 41,8
Contrats d'apprentissage	Pays de la Loire			France
Secteurs privé et public ensemble	Entrées juillet à sept. 2022	Cum. sur 12 mois	Var. (%) / cumul 2021	Var.(%) / cum. 2021
	41 847	51 113	+ 13,5	+ 15,5

Les bénéficiaires présents dans les dispositifs

Données provisoires	Pays de la Loire		France
	T3 2022	Var. (%) / T3 2021	Var.(%) / T3 2021
Stocks en moy. trim.			
Contrats aidés :			
CAE - PEC	2 361	- 10,1	- 7,8
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	13 124	- 28,0	- 20,2
Garantie Jeunes	2 534	- 43,5	- 37,9

Les apprentis inscrits en CFA

	Pays de la Loire		France
	Au 31 déc. 2021	Var. (%) / déc. 2020	Var.(%) / déc. 2020
Nombre d'apprentis			
Apprentis	55 842	+ 30,2	+ 32,3
Poids de l'apprentissage parmi les 16-29 ans, déc. 2021			
Pds de l'apprentissage	Pays de la Loire		France
	8,3%		7,3%

Les entrées dans l'insertion par l'activité économique

Données provisoires	Pays de la Loire			France
	Avril à juin-22	Cum. sur 12 mois	Var. (%) / cumul 2021	Var.(%) / cum. 2021
IAE (insertion par l'activité économique)				
Toutes structures	4 586	17 985	+ 3,0	+ 4,9
<i>Dont ACI (ateliers et chantiers d'ins*)</i>	2 290	8 656	+ 7,8	+ 9,3
<i>Dont AI (associations intermédiaires)</i>	815	3 711	- 21,9	- 13,5
<i>Dont EI (entreprises d'insertion)</i>	857	3 344	+ 13,2	+ 10,0
<i>Dont ETTI (entrp. de trav. temp. d'ins*)</i>	624	2 274	+ 31,3	+ 13,8

Sources :

CIE (Contrat Initiative Emploi) - PEC (Parcours Emploi Compétences) - Emplois francs : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-Milo et DGEFP

Contrats d'apprentissage, entrées : DARES, Site PoEm (Politiques de l'Emploi)

Contrats d'apprentissage, stocks : Ed Nat, Depp, note d'information n°22.22, juil. 2022

IAE : ASP, traitement DARES

Indicateurs de conjoncture

Les défaillances d'entreprises

Nombre de jugements d'ouverture de procédures collectives

	Pays de la Loire			
	Compar. 2022 T4 / 2021 T4	Var. (%) sur 2021 T4	Cumul depuis janvier 2022	Var. (%) sur 2021
Sauvegarde	7	+ 40,0	77	+ 75,0
Redressement Jud.	134	+ 48,9	622	+ 71,8
Toutes Liquidat* jud.	368	+ 37,3	1 504	+ 61,7
Tous jugements	509	+ 40,2	2 203	+ 64,9
Nb emplois impactés sauveg.	300	+ 4185,7	789	+ 79,3
Nb emplois impactés RJ	1351	+ 331,6	5100	+ 198,2
Nb emplois impactés LJ	730	+ 55,3	2907	+ 45,9
Tous emplois	2 381	+ 201,4	8 796	+ 112,4

Source : Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce (CNGTC)

ns : non significatif

Sauvegarde : la procédure de sauvegarde est réservée aux entreprises ou débiteurs personnes physiques qui ne sont pas en état de cessation des paiements mais qui rencontrent des difficultés qu'ils ne peuvent surmonter et qui sont de nature à les conduire à la cessation de leurs paiements (impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible). L'objectif de cette procédure est de permettre la poursuite de l'activité, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif, en procédant à une réorganisation de l'entreprise dans le cadre d'un plan arrêté par le Tribunal.

RJ - Redressement Judiciaire : la procédure de redressement judiciaire doit être mise en œuvre par toute entreprise en situation de cessation de paiement. Elle permet la poursuite de l'activité de l'entreprise, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif. Elle donne lieu à un plan arrêté par jugement à l'issue d'une période d'observation.

LJ - Liquidation Judiciaire : si l'entreprise ne peut être redressée, elle devra fermer ; c'est la procédure de liquidation judiciaire. Le tribunal compétent est soit le tribunal de commerce, soit le tribunal de grande instance si le dirigeant n'est inscrit ni au registre du commerce et des sociétés, ni au registre des métiers.

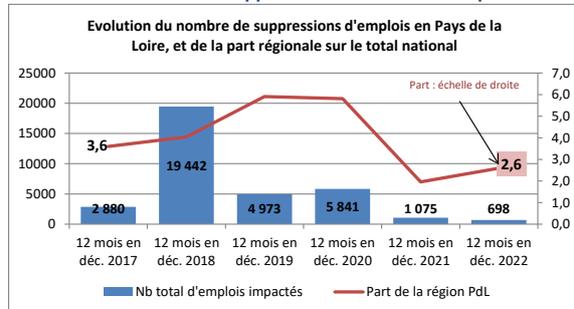
L'impact des Plans de Sauvegarde de l'Emploi et des Ruptures Conventionnelles Collectives

Nombre d'emplois dont la suppression est envisagée lors du dépôt de la demande de validation ou d'homologation

Nb d'emplois impactés en région *	Pays de la Loire			France
	4ème trim. 2022	Cumul sur 12 m. à fin déc. 2022	Ecart (%) sur 12 m. à fin déc. 2022	Ecart (%) sur 12 m. fin déc. 2022
Industrie	2	187	- 59,3	- 40,0
BTP	6	72	+ 26,3	+ 121,8
Tertiaire	192	439	- 21,5	- 59,0
Tous secteurs (y compris agriculture)	200	698	- 35,1	- 51,0

Source : DGEFP, Système d'information dédié aux Plans de sauvegarde de l'emploi et Ruptures Conventionnelles Collectives - Impact régional même si la procédure est gérée par une autre Dreetts

Evolution du nombre de suppressions collectives d'emploi



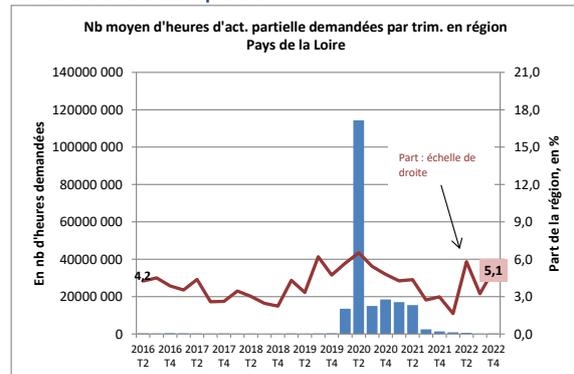
La demande d'activité partielle

Nombre d'heures autorisées

	Décembre 2022	Pays de la Loire		France
		Nbre moyen des 12 derniers mois	Var. (%) cumul 12 mois / année précédente	Var. (%) cumul 12 mois / année précédente
Industrie	66 273	155 075	- 90,2	- 89,0
BTP	5 321	32 156	- 90,2	- 85,0
Tertiaire	121 466	218 501	- 96,9	- 92,3
Tous secteurs (y compris agriculture)	196 541	449 195	- 95,1	- 91,9

Source : DARES/DREETS

Evolution de l'activité partielle



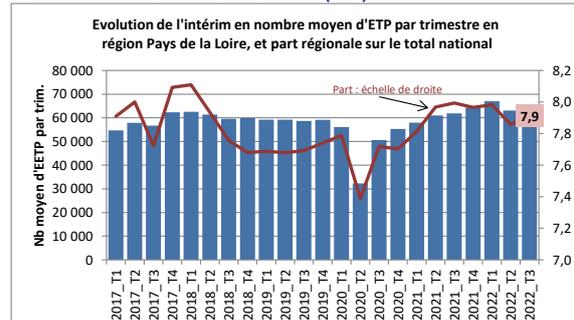
Le travail temporaire

Nombre d'emplois équivalents temps plein

	3ème trim. 2022	Pays de la Loire		France
	(nombre moyen)	Nbre moyen du 3ème trimestre 2021	Ecart (%) sur 1 an (3ème trim. 2021)	Ecart (%) sur 1 an (3ème trim. 2021)
Industrie	30 358	28 823	+ 5,3	+ 5,0
BTP	9 434	10 012	- 5,8	- 5,5
Tertiaire	23 043	22 615	+ 1,9	+ 5,0
Tous secteurs (y compris agriculture)	63 168	61 878	+ 2,1	+ 3,1

Source : Dares - Traitement : DARES / DREETS, données cvs

Evolution du nombre d'intérimaires (ETP)



Les salariés en entreprise

(Etablissements du secteur marchand)

Pays de la Loire
3ème trimestre 2022

	Effectifs salariés du secteur marchand							
	Pays de la Loire				France Métropolitaine			
	Nbre de salariés	Poids sur total activités	Evolution sur un an en nbre	Evolution sur un an en %	Nbre de salariés	Poids sur total activités	Evolution sur un an en nbre	Evolution sur un an en %
Agriculture (prov.)	26 310	2,4	- 831	- 3,1	306 305	1,7	- 4 219	- 1,4
Industrie	262 759	23,8	+ 4 173	+ 1,6	3 195 072	17,5	+ 37 195	+ 1,2
Construction	98 836	9,0	+ 1 421	+ 1,5	1 571 875	8,6	+ 14 997	+ 1,0
Tertiaire marchand hors intérim	647 109	58,7	+ 20 107	+ 3,2	12 369 800	67,8	+ 357 137	+ 3,0
Intérim	67 802	6,1	+ 2 088	+ 3,2	807 185	4,4	+ 22 737	+ 2,9
TOTAL SECTEURS MARCHANDS	1 102 816	100,0	+ 26 959	+ 2,5	18 250 237	100,0	+ 427 846	+ 2,4
<i>Pour informat° : Tertiaire non marchand</i>	449 330		+ 2 042	+ 0,5	8 368 041		- 829	- 0,0
<i>Pour informat° : Total avec tertiaire non march^d</i>	1 552 146		+ 29 001	+ 1,9	26 618 279		+ 427 017	+ 1,6

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

* Pour l'intérim, les écarts annuels sont mesurés en fin de trimestre par l'Insee, ils ne sont pas comparables aux écarts mesurés en moyenne trimestrielle par la Dreets.

Avertissement : L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

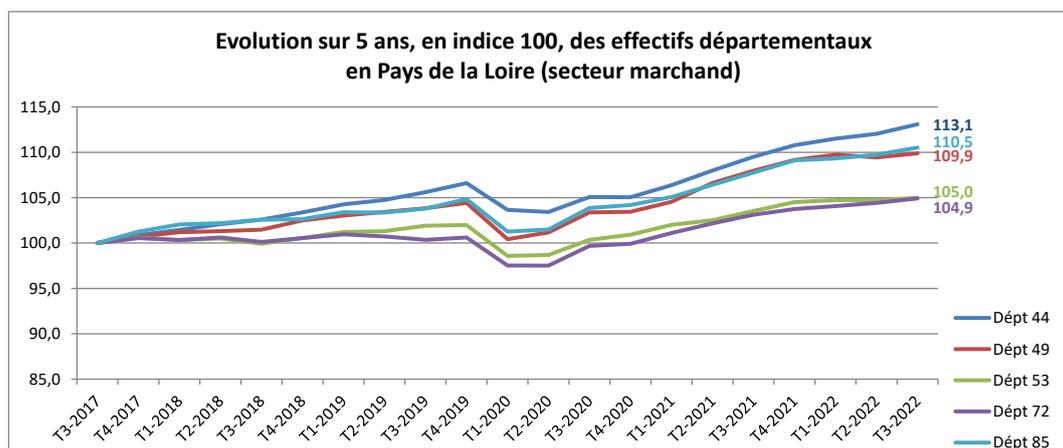
Par ailleurs, depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec les Urssaf (champ privé hors intérim) et la Dares (sur l'intérim). À partir de la validité du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Sont ainsi ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. »

Evolution de l'emploi dans les départements et poids sur le total régional

Départements des Pays de la Loire
3ème trimestre 2022

	Effectifs salariés du secteur marchand							
	Nbre de salariés	Poids sur total régional	Evolution sur un trim.		Evolution sur un an		Pour mémoire, données du même trim. n-1	
			en nbre	en %	en nbre	en %	Nb sal.	Poids/rég.
Loire-Atlantique	464 793	42,1	+ 4 358	+ 0,9	+ 14 714	+ 3,3	450 079	41,8
Maine-et-Loire	218 206	19,8	+ 900	+ 0,4	+ 3 784	+ 1,8	214 422	19,9
Mayenne	80 791	7,3	+ 190	+ 0,2	+ 1 111	+ 1,4	79 680	7,4
Sarthe	142 438	12,9	+ 672	+ 0,5	+ 2 456	+ 1,8	139 982	13,0
Vendée	196 588	17,8	+ 1 400	+ 0,7	+ 4 895	+ 2,6	191 693	17,8

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee - Champ : secteur marchand



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
DEFM Cat. A au T4 2022	49 710	30 520	8 470	21 700	20 970	131 360
Variation (%) sur 1 trim.	-7,9	-6,2	-4,6	-5,9	-8,0	-7,0
Variation (%) sur 1 an	-13,6	-9,5	-8,2	-12,9	-10,5	-11,7
Hommes	24 780	14 960	4 350	10 840	10 250	65 180
Femmes	24 920	15 560	4 120	10 860	10 720	66 180
< 25 ans	7 010	4 920	1 500	3 730	3 060	20 220
25-49 ans	30 250	17 480	4 870	12 200	11 110	75 910
> 50 ans	12 450	8 120	2 100	5 780	6 790	35 230
DELD (Cat. A, B, C)	48 410	30 450	7 830	20 070	21 610	128 370
Taux de chômage 3ème trim.	5,8	6,6	5,1	7,3	5,4	6,1

Sources : STMT - Pôle emploi, DARES

Les difficultés des entreprises

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Défaillances 2022 T4						
Nb de Sauv + RJ + LJ	189	90	30	84	116	509
Evolution annuelle (%)	+13,9	+25,0	+66,7	+86,7	+87,1	+40,2
Sauvegardes	3	1	1	2	0	7
Redressements Jud.	58	21	3	27	25	134
Liquidations Jud.	128	68	26	55	91	368
Activité partielle 2022 T4						
Nbre d'heures autorisées	124 972	182 094	12 849	81 271	207 234	608 419
Evol. / 2021 T4 (en %)	-90,6	-89,2	-81,7	-87,7	-50,1	-85,4
PSE - RCC 2022 T4						
Nb d'emplois impactés	62	78	9	20	31	200
Cumul 12 mois déc. 2022	440	139	21	46	52	698
Evol ^a ann. / 12 mois préc.	-27,9	-16,8	+16,7	-70,5	-58,1	-35,1

Sources : voir détail page 4

Les politiques d'emploi

Entrées cumulées des trois derniers mois disponibles	Loire-Atlantique		Maine-et-Loire		Mayenne		Sarthe		Vendée		Pays de la Loire	
CIE Jeunes PEC 2022 T4	291	133	185	58	61	10	190	68	171	36	898	305
Emplois francs 	104		100		9		51		21		285	
Contr d'app, entrées 2022T3	16 332		8 973		3 574		5 313		7 655		41 847	
Cumul sur 12 mois	20 342		10 770		4 260		6 676		9 065		51 113	
IAE, entrées sur 3 puis 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois
ACI (ateliers et chantiers d'ins.)	756	2 942	492	1 894	244	940	425	1 547	373	1 333	2 290	8 656
AI (associations intermédiaires)	232	980	322	1 562	14	48	52	274	195	847	815	3 711
EI (entreprises d'insertion)	233	989	313	1 234	80	297	113	446	118	378	857	3 344
ETTI (ent. de trav. temp. d'ins.)	245	822	164	596	67	208	71	262	77	386	624	2 274

IAE : données cumulées sur les mois de Avr. 2022 à Juin 2022, puis de Juil. 2021 à Juin 2022

Sources : voir détail page 3

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

(Etablissements du secteur marchand)

3ème trimestre 2022	Loire-Atlantique		Maine-et-Loire		Mayenne		Sarthe		Vendée		Pays de la Loire	
Agriculture : non communicables	nc		nc		nc		nc		nc		nc	
Industrie												
Effectif	84 368		55 837		25 246		39 039		58 270		262 759	
Evol. trim. précédent (en %)	+0,6		+0,8		+0,3		+0,1		+0,7		+0,5	
Evol. sur 3ème trim. 2021	+2,1		+2,0		+0,4		+0,7		+1,7		+1,6	
Construction												
Effectif	39 336		20 055		7 525		11 308		20 613		98 836	
Evol. trim. précédent (en %)	+0,6		+0,6		+0,2		-0,1		+0,2		+0,4	
Evol. sur 3ème trim. 2021	+1,4		+1,9		+1,7		+0,3		+1,7		+1,5	
Tertiaire marchand sans int.												
Effectif	306 032		119 443		40 473		79 542		101 618		647 109	
Evol. trim. précédent (en %)	+1,0		+0,5		+0,3		+0,6		+0,5		+0,7	
Evol. sur 3ème trim. 2021	+3,6		+2,7		+2,1		+2,4		+3,7		+3,2	
Total marchand												
Effectif	464 793		218 206		80 791		142 438		196 588		1 102 816	
Evol. trim. précédent (en %)	+0,9		+0,4		+0,2		+0,5		+0,7		+0,7	
Evol. sur 3ème trim. 2021	+3,3		+1,8		+1,4		+1,8		+2,6		+2,5	
Intérim ETP (au dép¹ utilisateur)	23 168	+4,9	12 396	-0,8	5 476	-3,5	9 665	+5,0	12 462	+0,4	63 168	+2,1
dont Industrie	8 615	+11,0	5 965	+5,0	3 322	-3,8	5 354	+11,5	7 103	-0,3	30 358	+5,3
dont Construction	4 544	-10,1	1 655	-4,9	589	-4,0	997	+6,9	1 649	-1,5	9 434	-5,8
dont Tertiaire	9 954	+8,5	4 657	-5,1	1 520	-2,2	3 269	-4,4	3 643	+2,4	23 043	+1,9

Précision intérim : nb moyen trimestriel en ETP par grands secteurs, puis évol. annuelle

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

Minima sociaux et prestations sociales, repères

En France, fin 2019, 1,92 million de foyers bénéficient du **revenu de solidarité active (RSA)**, ce qui représente une hausse de 0,6 % par rapport à fin 2018. Les effectifs avaient déjà augmenté légèrement en 2018 (+1,1 %) après avoir diminué les deux années précédentes (-0,5 % en 2017 et, surtout, -4,3 % en 2016).

Fin 2020, 2,06 millions de foyers bénéficient du RSA, soit une hausse de 7,4 % en un an. Cette forte hausse est consécutive à la crise sanitaire. Avec les conjoints et les enfants à charge, 3,87 millions de personnes sont couvertes par le RSA fin 2019, soit 5,8 % de la population. 21 % des allocataires perçoivent aussi la prime d'activité.

En France, fin 2019, 351 500 personnes perçoivent l'**allocation de solidarité spécifique (ASS)**. Délivrée sous condition de ressources et d'activité passée, elle est destinée aux demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage. Elle est la principale allocation chômage du régime de solidarité financé par l'État. La baisse du nombre de ses allocataires, amorcée en 2016, continue en 2019 (-7,4 % en un an), mais elle est moindre qu'en 2018 (-11,1 %).

En 2020, le nombre d'allocataires augmente (+0,9 %) pour atteindre 354 700 fin décembre. Cette hausse, une première depuis 2015, est liée à la crise sanitaire.

La **prime d'activité** est un complément de revenus d'activité s'adressant aux travailleurs aux revenus modestes, salariés ou non salariés, dès 18 ans. En France, fin 2019, 4,50 millions de foyers en bénéficient, soit une augmentation de 42,7 % en un an après une hausse de 10,9 % en 2018. Cette très forte augmentation est la conséquence de la revalorisation exceptionnelle de la prime d'activité au 1er janvier 2019, à la suite du mouvement social des Gilets jaunes.

Fin 2020, 4,58 millions de foyers bénéficient de la prime d'activité, soit une légère augmentation de 1,6 % en un an.

En France, fin 2019, 1,22 million de personnes bénéficient de l'**allocation aux adultes handicapés (AAH)**, destinée à des adultes handicapés aux revenus modestes. Deuxième minimum social en nombre d'allocataires, après le RSA, les effectifs de l'AAH ne cessent d'augmenter depuis sa création, il y a plus de quarante ans. Sept allocataires sur dix sont des personnes seules et sans enfant.

Fin 2020, 1,24 million de personnes bénéficient de l'AAH, soit une augmentation de 1,3 % en un an.

Source : PANORAMAS DE LA DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) - SOCIAL - Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution - ÉDITION 2021

Minima sociaux et prestations sociales en Pays de la Loire

Les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Bénéf. du RSA au T3 2022	30 200	14 577	3 753	12 430	6 390	67 350
Variation (%) sur 1 an	- 3,1	- 7,2	- 5,9	- 3,6	- 10,8	- 5,0
Part (%) sur le total régional	44,8	21,6	5,6	18,5	9,5	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Bénéf. de l'ASS au T3 2022	3 253	2 447	700	1 903	1 917	10 220
Variation (%) sur 1 an	- 20,3	- 19,5	- 14,6	- 18,2	- 20,1	- 19,3
Part (%) sur le total régional	31,8	23,9	6,8	18,6	18,8	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

Les bénéficiaires de la Prime d'Activité (PA)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Bénéf. de la PA au T3 2022	101 213	60 967	20 387	41 313	45 983	269 863
Variation (%) sur 1 an	+ 3,3	+ 3,1	+ 2,0	+ 5,0	+ 2,9	+ 3,3
Part (%) sur le total régional	37,5	22,6	7,6	15,3	17,0	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

Les bénéficiaires de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Bénéf. de l'AAH au T3 2022	22 973	11 653	4 720	9 050	10 333	58 730
Variation (%) sur 1 an	+ 3,1	+ 3,3	+ 3,7	+ 3,5	+ 1,2	+ 2,9
Part (%) sur le total régional	39,1	19,8	8,0	15,4	17,6	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire